

Essais trimestriels (en français et en anglais) sur le thème "Pour penser autrement l'économie"

No. 68 – février 2017

Abandonnons le fatalisme économique

ANGUS SIBLEY

Auteur de "Catholic Economics: Alternatives to the Jungle" (Liturgical Press, 2015)

La mondialisation est une force énormément positive, mais seulement si nous pouvons l'appriivoiser, afin qu'elle marche pour nous plutôt que contre nous.

Dani Rodrik,¹ *The Globalization Paradox* (Oxford University Press, 2011), page 146.

Pendant ces trois dernières décennies, une attitude fatalistique envers la "mondialisation de l'économie" s'est installée partout dans le monde . . . Selon cette perspective, les employeurs et les employés doivent se conformer à la "nouvelle réalité économique" en devenant "plus compétitifs" . . . La mondialisation s'assimile donc à un rouleau-compresseur sans conducteur qui, à moins que les économies n'y montent à bord, les laissera écrasées dans son sillage . . . [par contre] il est d'importance capitale d'envisager, dès le début, la mondialisation comme un résultat, pas comme un cause.

Andy Smith,² *The Politics of Economic Activity* (Oxford University Press, 2016), pages 62-63.

Une attitude fondamentalement perverse

Le mot *fatalisme* qualifie bien nos attitudes actuelles aux problèmes de la mondialisation et du changement technologique. Les écrivains et les orateurs ne cessent de marteler le message: l'essor inévitable du commerce global et de la délocalisation va bouleverser nos structures économiques; l'avance inexorable de la technologie va éliminer 20%, 30%, 40% . . . de nos emplois. Ces changements, on nous assure, auront sûrement lieu, quoi qu'il arrive; notre devoir, donc, serait de nous y adapter. Ceux qui ne peuvent pas, ou ne veulent pas, s'y adapter, n'ont pas d'avenir.

Mais cela revient à dire que l'économie est notre maître; que nous, les êtres humains, existons pour le servir. N'est pas cela une inversion de la réalité? L'économie devrait exister pour nous servir. Une perspective tout à fait différente est possible. Au lieu de voir ces changements déchirants comme s'ils étaient produits par *des forces externes hors notre contrôle*, pourquoi ne pas les voir comme *les résultats de nos propres décisions*?

Le commerce international a détruit bien de nos industries, puisque celles des pays en développement, "libres" des contraintes de verser des gages adéquats, de respecter les droits des ouvriers, de protéger l'environnement, peuvent tout produire bien moins cher que chez nous. Mais cette destruction n'a pas nous frappé parce que les pays en développement nous ont forcés d'acheter leurs produits. Elle nous a frappés parce que nous avons démoli à dessin les entraves au commerce. Nous aurions pu imposer des tarifs, ou autres restrictions, sur les importations des pays qui ne respectent pas nos valeurs concernant la gouvernance démocratique, les droits des travailleurs, l'attention à l'environnement.³ Nous aurions pu rejeter la *concurrence déloyale* entre les industries de tels pays et les nôtres. Au lieu de cela, nous avons décidé d'admettre ces produits à vil prix en quantités énormes, puisque la pensée libre-échangiste favorise les biens bon marché pour les consommateurs et les opportunités juteuses pour les négociants. Mais la justice pour les travailleurs, la prévention des excès gaspilleurs de la production et consommation,⁴ la conservation des ressources et de la biodiversité de la terre: qui, aux temples de la religion de marché libre, se soucie vraiment de ces matières?

L'obsession de la concurrence

L'allure frénétique actuelle du développement technologique relève d'un autre groupe de décisions: notre recherche, depuis les années 1970, de la concurrence désentravée. Nous avons volontairement abandonné des pratiques telles le maintien des prix de revente, les tarifs assuranciers réglementés, les taux fixes de commissions en Bourse, les tarifs aériens soumis à l'entente internationale, les prix stabilisés de denrées . . . Nous avons choisi la stratégie de débusquer toute entente d'entreprises pour réglementer les prix, et de punir sévèrement ceux qui pratiquent de telles ententes. Nous avons privatisé des services publics tels l'électricité ou la téléphonie, introduisant la concurrence entre fournisseurs rivaux, où jadis il y avait des monopoles publics. Il est normal de croire que tous ces changements ont bénéficié à la société. Ils ont obtenu des choix plus amples et des prix plus bas pour les consommateurs; et, en économie, outre cela peu importe, n'est-ce pas?

Le résultat de toutes ces "réformes"? Dans presque tous les métiers, nous avons désormais de l'intense *concurrence sur prix*. Toute entreprise doit s'efforcer en continu de tailler dans ses coûts, afin qu'elle puisse élaguer ses prix, afin qu'elle puisse rester à la hauteur de ses concurrents. Donc, les entreprises se doivent d'adopter tout dispositif apte à réduire leurs coûts. Donc, les technologues sont motivés à développer de tels dispositifs aussi vite que possible; et ces experts sont poussés par la concurrence féroce entre eux-mêmes. Ainsi nous confrontons une vague de technologies coupe-coûts, qui fonctionnent souvent en éliminant du travail humain. Tout cela nous mène vers la destruction, potentiellement énorme, des emplois qui serait, selon la pensée orthodoxe, notre sort préordonné.

Toutefois, dans un monde moins compétitif, le motif pour le développement de ces technologies serait plus faible; celles-ci évolueraient donc à une allure plus mesurée, plus tolérable; certaines d'entre elles ne verraient peut-être pas le jour. Les premiers ordinateurs furent construits dans les années 1930; pendant la quarantaine d'années suivantes, leur développement fut plutôt lent. C'était une période où nous n'avions pas l'obsession du "besoin" supposé de la concurrence désentravée. Plus tard, alors que le dogme du marché libre a inondé le monde, emportant les vieilles contraintes sur la concurrence, l'allure du développement en électronique est devenue frénétique. Et nous nous sommes mis à croire que, même si nous craignons les conséquences de ce processus frénétique, nous n'avons aucun moyen de le restreindre.

Ne pas accuser nos astres

Dans la réalité, comme Cassius dit à Brutus dans la *Julius Caesar* de Shakespeare, *la faute . . . n'est point dans nos astres, c'est dans nous-mêmes, en tant que nous sommes des subalternes* [dans le texte, "underlings"].⁵ Nous sommes bel et bien "underlings" si nous considérons l'économie comme notre maître, auquel nous devons la soumission et l'obédience. Mais c'est nous-mêmes, par nos gouvernements, régulateurs, associations patronales, syndicats, tribunaux . . . qui devraient décider le fonctionnement de nos économies.

Il y a quelques décennies, nous avons décidé que nos économies devraient vivre avec des restrictions, des contraintes, qui permettraient une certaine stabilité, en décourageant les changements trop rapides. Plus récemment, nous avons décidé d'enlever les contraintes. En conséquence, désormais les forces économiques déchaînées, tout comme le rouleau-compresseur sans conducteur d'Andy Smith, nous maîtrisent; nous, qui par contre devrions les maîtriser.

Ces forces nous imposent une allure frénétique de changements, sous lesquelles bien des gens, au chômage, ou faisant indépendamment de la gratte, ou trimant pour des employeurs voyous, ne peuvent vivre sous des conditions de décence et de dignité. Ceux qui ne le peuvent, les "underlings" malheureux, cherchent confusément des sorties de cette pagaille, et votent pour des charlatans qui proposent des panacées douteuses.

Nous pourrions choisir, comme nous l'avons choisi auparavant, des stratégies susceptibles de restreindre et retarder les processus de mondialisation et de robotisation. Pourquoi sommes-nous à présent tellement peu disposés de le faire?

Une réponse évidente serait la puissance excessive, politique et financière, des actuelles grandes entreprises, dont beaucoup trouvent le statu quo très rentable; elles ne veulent point de changement. Ils gagnent en pouvant importer des biens produits aux coûts du tiers monde, pour les revendre aux prix du premier monde, même parfois

au rabais. Il leur convient également de pouvoir balayer leurs concurrents plus petits en vendant aux prix cassés (*concurrence prédateuse*).

Une autre réponse est que la science économique, telle qu'elle est enseignée aujourd'hui dans les lycées, universités et business schools, pense généralement que toute restriction "artificielle" de la concurrence, au-dedans d'une nation (cartels, autres fixations de prix), ou au-delà de ses frontières (entraves au commerce libre), soit en soi répréhensible.

Une fausse philosophie de la liberté

Notre volonté de tolérer les jeux de pouvoir des grandes corporations, et la concurrence trop féroce, relève de quelque chose plus profonde que l'économie. Elle relève de toute une philosophie de "liberté" qui s'est répandue dans les décennies récentes, en part à cause du soutien tellement fort des économistes. Selon cette philosophie, *la liberté veut dire tout simplement l'absence de contraintes imposées par autrui*. Ainsi la liberté serait une qualité négative et même amoral, comme l'a expliqué l'économiste très néo-libérale Friedrich von Hayek: *quelques philosophes ont qualifié la liberté d'action en conformité des règles morales . . . Mais cela serait le déni de cette liberté qui nous concerne*.⁶ Ainsi les individus, et également les corporations, devraient être laissés aussi "libres" (sans contrainte) que possible, même si leur conduite désentravée soit en conflit avec l'intérêt commun, ou avec la moralité et la bienséance commune. Les entrepreneurs et corporations doivent être libres de faire tout ce que sert le mieux à leurs propres intérêts et qui maximalise leurs profits.

Notamment, les entreprises ne devraient jamais créer des ententes pour restreindre la concurrence entre eux-mêmes; car de telles ententes brideraient leur liberté d'action. D'ailleurs, les gouvernements devraient s'abstenir d'imposer des règles, telles des contraintes sur les importations ou des prix réglementés, qui entraveraient la concurrence ou la "liberté" commerciale.

Si nous adoptons cette conception de la liberté, il s'en suit que nous ne sommes pas prêts à permettre notre communauté, par ses diverses institutions, de réglementer les entreprises, afin que leur conduite soit compatible avec le bien commun et la bonne morale. Donc les forces économiques, générées par les entreprises "libres", paraissent être hors notre contrôle, être même des "fatalités" inéluctables.

Nous avons donc une économie où chaque entreprise fait ce qui lui semble le plus rentable, avec peu de considération pour les conséquences de ses actions pour l'environnement, pour la société qui l'entoure, pour ses propres employés et sous-traitants. La pression concurrentielle de tailler dans les coûts implique souvent qu'il faut pousser dehors (outre-mer) bien des activités, que le travail humain doit être dévalorisé et déclassé, sinon remplacé par des automates. Ne nous reprochez pas, dit

la direction, nous sommes forcés d'agir ainsi par les marchés mondiaux. A moins que nous ne montions à bord de leur rouleau-compresseur, ils nous écraseront.

La dictature des marchés libres

Tout cela ne veut-il pas dire que la direction (sauf, peut-être, dans les plus grandes entreprises) n'est pas vraiment libre du tout; qu'elle vit plutôt sous la dictature des marchés mondiaux? Bien sûr. Mais cela ne perturbe pas les néo-libéraux, dont la conception perverse de la liberté ne signifie que la *l'absence de contraintes imposées par autrui*. Par ceux qui nous gouvernent ou réglementent, ou par ceux avec qui nous concluons des ententes coopératives (anticoncurrentielles). Par contre, la dictature des marchés ne serait point une entrave à notre liberté, puisque les marchés sont censés être des *forces impersonnelles*, comme le temps ou la marée.

Dans son célèbre livre *The Road to Serfdom* (1944) ("La route vers le servage"), Hayek prétendit que l'économie mixte qu'il connaissait en Grande-Bretagne se trouvât sur une pente savonneuse qui menât directement au communisme. Pourtant, en poursuivant la soi-disant "liberté" de Hayek et ses confrères, nous avons pris la route vers un autre servage; nous sommes tombés sous la tyrannie des marchés mondiaux. Selon le philosophe Roger-Pol Droit, *pas de maître ayant un visage. Mais une domination impersonnelle, permanente, d'autant plus profonde et inaperçue qu'elle est intériorisée par tout un chacun.*⁷

Une meilleure conception de la liberté

Nous avons besoin d'une autre conception de la liberté; une conception qui épouse la moralité et le bien commun; pas seulement le droit de l'individu (ou de l'entreprise) de choisir, pour le bien ou pour le mal, selon son seul intérêt privé. Une telle conception n'est pas loin à trouver; elle existe encore dans notre pensée, enracinée dans une longue tradition qui remonte aux temps bibliques et à la Grèce classique. Ainsi, chez Aristote, la liberté est liée à la vertu et à la bonne citoyenneté: *il ne faut pas croire que c'est un esclavage de vivre conformément à la constitution [ou: selon la mode de vie d'un bon citoyen]: c'est, au contraire, le salut.*⁸ Pour Aristote, *l'homme libre ne fait pas que ce qu'il désire, d'ailleurs il désire ce qui est vraiment bon.*⁹ Dans la Bible (psaume 119, verset 45) nous lisons que *je serai au large en ma démarche, car je cherche tes préceptes*; dans nos propres temps, le rabbin Abraham Heschel a écrit que *l'homme est libre en faisant du bien; il n'est pas libre en faisant du mal. Choisir le mal, c'est échouer d'être libre.*¹⁰ Benjamin Franklin a écrit que *seul un peuple vertueux est capable de la liberté*. Deux théologiens contemporains de l'Eglise réformée expliquent que *la liberté triomphe dans la communion et l'amour . . . la grâce de Dieu nous libère de nous-mêmes pour nous engager au service des autres.*¹¹ Le Catéchisme catholique de 1992 (para. 1733) avère qu'*il n'y a de liberté vraie qu'au service du bien et de la justice*.

Si nous comprenons ainsi la liberté, nous n'aurons plus besoin de craindre que, si nous contraignons les entreprises afin de les empêcher d'agir de façon antisociale ou injuste, nous devenons coupables de "détruire la liberté entrepreneuriale"; car la vraie liberté n'est pas le pouvoir de méfaire. Nous ne serons plus contraints de penser qu'il est interdit de limiter la concurrence excessive et abusive, ou de restreindre le commerce international là où il se montre destructeur. Nous pourrions nous sentir en droit de répudier et pénaliser ces entrepreneurs qui traitent les ouvriers comme des outils dans leur atelier, et leur travail comme une marchandise à acheter au plus vil prix possible.

Ainsi nous reprendrions le pouvoir de faire servir l'économie aux besoins plus larges de notre société, pas seulement à l'avarice aveugle des capitalistes et des consommateurs. Nous pourrions nous débarrasser de la croyance perverse, selon laquelle l'économie serait une tyrannie irresponsable hors notre contrôle.

L'attrance de Trump

Il paraît improbable que Donald Trump et son équipe ont la capacité, ou même le désir, de refaçonner l'économie américaine pour qu'elle roule pour le bonheur de tous les Américains, plutôt que simplement pour ce mince gratin dont Trump est un membre tellement tapageur. Pourtant, son administration, malgré ses défauts criants, a un (probablement seul) mérite: il croit qu'il est possible, et souhaitable, pour le gouvernement d'agir positivement pour modifier le comportement de l'économie. Il partage, à sa manière, la croyance mi-oubliée que nous, en tant que communauté, avons le pouvoir et le droit, par l'entremise de nos institutions politiques et autres, de façonner l'économie comme nous le souhaitons.

s

Voilà, je pense, une des principales raisons de l'ascension de Trump, et d'autres gens politiques de son acabit un peu partout dans le monde. C'est absurde et honteux que nous devons apparemment courir vers des chefs tellement bizarres et incompétents, pour récupérer ce petit bout de sens commun que nous avons perdu depuis que les zéloteurs du marché libre ont détourné le monde. Ce détournement est le symptôme de la faiblesse de nos gens politiques orthodoxes, qui se sont bêtement laissés égarer par les affairistes arrogants d'un dogme gravement défectueux.

¹ Dani Rodrik est Ford Foundation Professor of International Political Economy au John F. Kennedy School of Government, Harvard University

² Andy Smith est professeur de recherches en sciences politiques au Centre Emile Durkheim, Université de Bordeaux.

³ Voir Dani Rodrik, *The Globalization Paradox*, pages 240 sqq.

⁴ La concurrence libre sur les prix nous incite à produire toutes les choses plus "efficacement", avec des productivités du travail toujours croissantes. Cela implique que le plein-emploi ne peut être maintenu qu'avec la croissance continue de la production et consommation de biens et services. Mais les pays riches consomment (ou gaspillent) déjà trop pour la santé de notre environnement.

⁵ Shakespeare, *Julius Caesar*, acte I, scène 2.

⁶ Friedrich von Hayek, *The Constitution of Liberty* (Routledge & Kegan Paul, London, 1960), page 74.

⁷ Roger-Pol Droit, *Esclaves, heureux et libres* dans *Le Monde* (Paris), le 6 avril 2007.

⁸ Aristote, *Politique* 1310a, trad. Jean Aubonnet (Les belles lettres, Paris, 1973).

⁹ Moira M. Walsh, *Aristotle's Conception of Freedom* dans *Journal of the History of Philosophy* (octobre 1997), page 502.

¹⁰ Abraham J. Heschel, *The Insecurity of Freedom* (Farrar, Strauss & Giroux, New York, 1966), page 15.

¹¹ Laurent Gagnebin & Raphael Picon, *Le protestantisme, foi insoumise* (Flammarion, Paris, 2008), page 119.